



Drogues et VIH

# MAURICE



## CONTEXTE ÉPIDÉMIOLOGIQUE

### Prévalence du VIH

Population globale <b>0,87%<sup>1</sup></b>	<b>Populations-clés :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Usagers-ères de drogues injectables (UDI) : <b>44,3%</b></li><li>• Hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) : <b>22,3%</b></li><li>• Personnes Trans : <b>27,7%</b></li><li>• Hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) : <b>20%</b></li><li>• Détenus : <b>19%</b></li></ul>
--	--

### Prévalence de la coinfection VIH/VHC chez les UDI : 44 %<sup>2</sup>

## CADRE POLITIQUE

A son arrivée au pouvoir, en décembre 2014, le Premier ministre actuel a annoncé une guerre totale aux drogues et aux personnes usagères de drogues, les privant de services de santé essentiels. Ainsi, la distribution de méthadone a été décentralisée devant les postes de police et les nouvelles inscriptions au programme stoppées. Malgré une demande en constante augmentation, les seringues propres sont distribuées au compte-goutte aux ONG. En prison, seul le traitement de substitution aux opiacés est offert : les seringues propres et les préservatifs ne sont pas disponibles. En mars 2017, un nouveau ministre de la Santé, plus enclin au dialogue a été nommé. Les relations entre la société civile et l'état se sont assouplies et le programme d'induction à la méthadone a été réintroduit.

## CADRE LÉGAL

Le cadre juridique relatif à l'usage et au trafic des stupéfiants actuellement en vigueur à Maurice (Dangerous Drugs Act - DDA, 2000) est essentiellement répressif. La loi légifère à la fois sur la répression du trafic international et local, ainsi que sur l'usage et le trafic des produits psychoactifs. En 2006, le

HIV & AIDS Act a permis la mise en place de programmes de Réduction des Risques (RdR) dans le pays.

## NOS ACTIVITÉS

A Maurice, PILS, membre de Coalition PLUS, mène des actions en direction des personnes usagères de drogues sur deux volets :

### Réduction des Risques :

- En tant que récipiendaire principal pour la société civile, PILS obtient des subventions du Fonds mondial pour la mise en œuvre du programme d'échanges de seringues opéré par son sous-réceptaire, le Collectif Urgence Toxida.
- Information, Education et Communication pour le changement de Comportement (IEC/CCC)
- Distribution de préservatifs et de gels lubrifiants
- Conseil/Dépistage Volontaire du VIH, VHC et syphilis

- Orientation et référence des personnes séropositives

### Plaidoyer :

- 2006 : plaidoyer pour l'introduction des programmes de RdR et contribution à la création de CUT, l'ONG responsable du programme d'échange de seringues.
- Depuis 2013 : co-organisation de la campagne internationale « *Support Don't Punish* » à Maurice. Objectif : éveiller les consciences sur les conséquences des lourdes pénalités imposées aux personnes qui utilisent des drogues.
- Depuis 2014 : un plaidoyer visant les partis politiques afin de les sensibiliser sur l'importance d'une réforme des politiques des drogues et de la RdR.
- 2016 : dans le cadre de la Plateforme Océan Indien de Coalition PLUS, appui au plaidoyer en faveur de la dépénalisation des drogues aux Seychelles, avec succès. Aujourd'hui, les usagers-ères de drogue n'y sont plus incarcérés et un programme d'échange de seringues a été mis en place.
- 2017 : coordination, avec divers partenaires des actions de plaidoyer pour la réintroduction de l'inscription au programme de méthadone.
- Septembre 2017 : co-financement de la conférence de CUT sur la RdR. Pour la première fois, une conférence sur le sujet a pu se tenir en présence des principaux décideurs. Suite à cet événement, un dialogue a été établi avec le bureau du Premier ministre.
- Soutien aux représentants des populations-clés dans les instances de coordination nationale (CCM) du Fonds mondial.

<sup>1</sup> Ministère de la Santé et de la Qualité de vie, République de Maurice, décembre 2017. <http://health.govmu.org/English/Documents/2018/HIVDec%202017.pdf>

<sup>2</sup> Ministère de la Santé et de la Qualité de vie, Rapport de l'Observatoire National des Drogues, République de Maurice, juillet 2017. [http://health.govmu.org/English/Documents/2018/NDO\\_MOH\\_FINAL\\_JOSE\\_VERSION\\_05July\\_2018\\_Brown.pdf](http://health.govmu.org/English/Documents/2018/NDO_MOH_FINAL_JOSE_VERSION_05July_2018_Brown.pdf)



Drogues et VIH

# MAURICE



## PERSPECTIVES

- Annonce de la création d'un HIV & Drugs Council sous tutelle du Premier ministre.
- Mise en oeuvre d'un plan national de contrôle des drogues en 2018.
- Création d'unités d'addictologie au sein des hôpitaux et annonce de la création d'un centre de prise en charge des addictions pour les mineurs-es.

## FREINS

### Cadre légal :

- Le DDA doit être amendé pour supprimer les sanctions envers les personnes en possession de 'paraphernalia' (petit matériel utilisé lors de consommation de produits psychoactifs) : ces dispositions sont en contradiction avec le HIV/AIDS Act qui autorise la distribution des seringues propres aux personnes qui s'injectent des drogues.

### Cadre médical :

- La méthadone est distribuée en face des stations de police de 06h00 à 08h00, sans confidentialité pour les patients-es.
- Aucun suivi psycho-socio-médical n'est offert aux patients-es.
- Montée en puissance des Nouveaux Produits de Synthèse et particulièrement chez les jeunes.

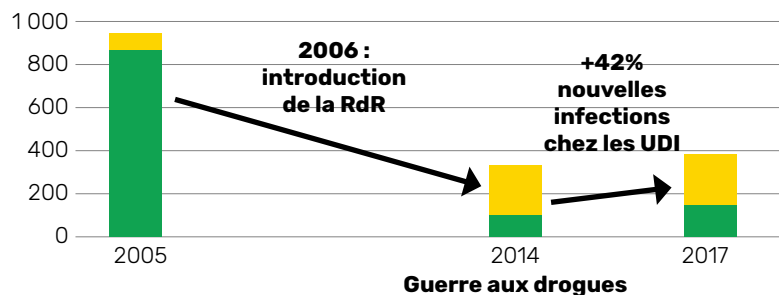


Nicolas Ritter,  
Directeur exécutif de PILS et Vice-Président  
de Coalition PLUS

« Il est utopique aujourd'hui de parler d'un monde sans sida, sans d'abord instituer une réforme des politiques autour des drogues : celle-ci doit inclure le développement de programmes de RdR fondés sur des évidences scientifiques et les droits humains des personnes qui utilisent des drogues. »

### Impact de la RdR et de la guerre aux drogues sur la dynamique de l'épidémie à VIH à Maurice

Nouvelles infections à VIH : ■ UDI ■ Autres



Source : Ministère de la Santé et de la Qualité de vie, République de Maurice, décembre 2017.



Prévention Information  
Lutte contre le Sida

Membre de la Coalition  
Internationale Sida



PILS - Site web : <http://pils.mu>  
3<sup>e</sup> étage, Labourdonnais Court  
47, Rue St George, Port Louis  
Tél.: +230 212 48 41/ 86 74  
+230 210 70 43/44

## PILS - PREVENTION INFORMATION LUTTE CONTRE LE SIDA

PILS est une association de lutte contre le sida fondée en 1996. Son but est alors d'offrir une structure de soutien aux personnes vivant avec le VIH à Maurice, à travers des actions marquantes. Sa force de frappe : un plaidoyer intense et dynamique, qui, au fil du temps, a gagné en reconnaissance nationale, régionale, puis internationale. PILS est partenaire de plusieurs instances locales de lutte contre le sida, dont le Ministère de la Santé et de la Qualité de la vie, le National AIDS Secretariat et de nombreuses ONG de lutte contre le sida qu'elle tente de fédérer à la même cause pour une réponse au VIH plus structurée et plus solide. Depuis 2012, PILS est principal récipiendaire (PR) pour la société civile du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme et, depuis 2013, PILS est membre de Coalition PLUS et coordonne depuis 2014 la Plateforme Océan Indien (PFOI).